

CONJONCTURE

PluriConseil
THINKING OUT OF THE BOX !

Bilingual Journal of PluriConseil

Numéro 11 - Juillet 2006

"*Tout l'art de la politique est de se servir des conjonctures.*"

Louis XIV

Un Budget d'ouverture aux investisseurs et experts étrangers

Par Eric Noitakis

Souvent évoquées mais trop longtemps différées ou réalisées de manière cosmétique jusqu'à présent, les réformes de fond ont été lancées par le grand argentier mauricien, Rama Sithanen, lors de la présentation de la nouvelle loi de finances 2006-2007 le 9 juin dernier. Dans leur conceptualisation, ces dernières ont le mérite de la clarté et obéissent à une logique qui anime un seul objectif : remettre Maurice en ordre de bataille pour que ce pays réussisse son entrée de plein pied dans l'ère de la concurrence globale.

Les trois chocs auxquels Maurice est confrontée simultanément et auxquels le ministre des Finances se réfère systématiquement (fin de l'accord multifibre, baisse du prix garanti du sucre, hausse des prix des produits pétroliers) ont non seulement permis à M. Sithanen d'élaborer une stratégie de rupture pour y faire face, mais ont opportunément servi de prétexte pour atteindre d'autres objectifs collatéraux : démocratiser l'économie (redistribuer la richesse), supprimer les anachronismes en matière de fiscalité (abroger les passe-droits et exemptions diverses), mieux cibler l'aide sociale (venir en aide aux plus démunis), accroître l'efficacité de la fonction publique.

Les décisions d'améliorer l'environnement des affaires et d'autoriser le recours aux compétences étrangères plus facilement ne

peuvent qu'être louées en ce sens qu'il n'y a rien d'inconvenant à ce que le gouvernement cherche à attirer les investisseurs et les experts étrangers qualifiés pour contribuer au redressement économique du pays. Décisions collatérales ou pas, toujours est-il que celles-ci précisément sont porteuses d'anticipations positives pour l'économie mauricienne.

En effet, à l'ère du village global et de l'abondance de fonds à la recherche d'opportunités d'investissements, seuls les Etats capables d'offrir un environnement des affaires attractif et des conditions d'accueil optimales aux expatriés disposant d'une expertise avérée, arriveront à tirer leur épingle du jeu de la concurrence planétaire. La décision courageuse de M. Sithanen permet donc de repositionner Maurice sur l'écran radar des pays à forte attractivité disposant d'un potentiel d'investissement significatif.

Un dispositif d'accueil exhaustif

A y regarder de plus près, le dispositif d'accueil des investisseurs et des experts étrangers a le mérite d'être exhaustif, du moins sur le papier :

- Les agences spécialisées de l'Etat dédiées aux investissements étrangers voient leur mandat confirmé. Le *Board of Investment* endosse non seulement le rôle de facilitateur mais aussi

d'accompagnateur des investisseurs étrangers. *Entreprise Mauritius* et la *Small Enterprises and Handicraft Development Authority* se voient également confier la gestion d'une palette de services d'accompagnement au profit de ces mêmes hommes d'affaires. Le guichet unique déclinable en trois sous entités répond parfaitement aux attentes des investisseurs qui cherchent à travers un seul contact à concilier efficacité, simplicité et gain de temps. Le raccourcissement des délais d'instruction des dossiers d'investissements, tant attendu, devra tout de même faire ses preuves pour être véritablement convaincant.

- Les facilités qui seront octroyées aux investisseurs étrangers en matière d'obtention de permis de séjour et de travail et d'accession à la propriété vont également dans le bon sens. La décision d'autoriser un expatrié pouvant justifier de plus de trois ans d'activité professionnelle à Maurice, à demander un permis de résidence permanent et à acquérir des biens immobiliers ne fera qu'ajouter à l'attractivité de l'île et contribuera à accroître significativement les rentrées de devises dans le pays. L'ouverture faite aux conjoints d'expatriés en matière d'emplois est en outre un avantage indéniable pour Maurice par rapport à d'autres pays à économie libérale qui ne sont pas aussi généreux à leur égard.

Cont.../ Pg 3

A Business-Friendly Budget

By Swadick Nuthay

The first Budget of l'Alliance Sociale presented by Rama Sithanen is undoubtedly a break with the past not only in the way it was presented but also in its contents. It is probably the first time ever that in one-go a government comes forward with such an impressive number of reforms and decisions that will affect the lives of each and every Mauritian. This package of measures aims at a new economic paradigm whilst at the same time addressing the fundamental weaknesses of our economy.

The possibility for foreigners to buy property in Mauritius will very likely result in real estate speculation and hence a hike in the prices of real estate

Before analyzing the budget one must be able to situate the economic context in which it was presented. Indeed, the macro-economic outlook is marked by sluggish growth, low investment and saving rates, rampant budget and current

account deficits and gargantuan public debt as well as rising unemployment. Against such a backdrop, there was urgent call for action to stop the situation from deteriorating further. In this regard, the Minister of Finance had to come up with a cocktail of measures with a view to stimulating entrepreneurship, attract human capital, make Mauritius an attractive place for investment whilst at the same time containing public spending.

In its quest to attract foreign capital and expertise, the government has come up with a blend of measures to make life much easier for investors, businessmen and professionals willing to come to Mauritius. Indeed an occupation permit will be issued to a foreigner citizen within 3 working days provided he/she meets certain conditions, and he/she will face no restrictions to acquire real estate.

This represents a fundamental shift in our degree of openness towards foreign

professionals. Mauritius has always been very conservative regarding the employment of foreign labour which includes professionals.

Our Non-Citizens Employment Restrictions Act as the title itself suggests contains a number of 'restrictions' in this regard. Indeed, foreign professionals/workers willing to work in Mauritius need to acquire a work permit which is left to the discretion of the relevant authorities. The only 'flexibilities' that had been allowed so far involved the Scheme to Attract Professionals in Emerging Sectors (SAPES) where regulations were made under the Investment Promotion Act.

However, the measures announced in the context of the recent budget will require amendments to a few pieces of legislation.

Cont.../ Pg 4

La route de Singapour

Par Samad Ramoly

Dans les années 1970, Edouard Lim Fat avait suggéré de transformer Maurice en une île hors taxe. Si nos gouvernements successifs avaient souscrit à cette vision tout en profitant, d'une part, des préférences commerciales pour palier au déficit de notre situation géostratégique en terme de dynamisme et, d'autre part, du boycott international des produits sud-africains sous le régime de l'apartheid, nous serions aujourd'hui probablement en train de négocier, à l'image de Singapour, des accords de libre échange avec d'autres partenaires aux quatre coins du monde au lieu de quémander davantage de compensation.

La petite taille de leurs marchés intérieurs ne favorisant pas suffisamment des économies d'échelle – cette notion relative ne doit toutefois pas être un prétexte pour masquer les inefficiences et crier au dumping face à la concurrence internationale – les villes-Etats doivent impérativement s'ouvrir davantage que les autres sur le monde extérieur pour assurer leur expansion économique. Cela s'est vérifié pendant la Renaissance avec Florence et Venise. Aujourd'hui Dubayy, Hong Kong et Singapour le démontrent. Djibouti se positionne. Maurice ne peut y échapper.

Etat régulateur, Etat facilitateur

Toute logique d'ouverture additionnelle comporte aussi des risques de dérives additionnels. D'où l'imminence d'un Etat qui optimise l'usage de tous ses rôles. D'abord, en tant que régulateur pour assurer une stabilité institutionnelle raisonnable surtout au niveau parlementaire (pour garantir une permanence de l'Etat), légal (propice à une *rule of law* forte), fiscal (la politique de taxation et la gestion efficace de l'argent des contribuables), monétaire (la Banque centrale) et des garde-fous (une Commission de la concurrence, par exemple) pour contrer les défaillances inévitables du marché.

Ensuite, en tant que facilitateur pour l'aménagement des infrastructures de développement et des mécanismes d'encadrement. Finalement, n'en déplaise aux tenants de la privatisation tous azimuts, en tant qu'acteur (en joint-venture avec des véritables leaders mondiaux quand il le faut) non seulement dans des domaines comme la santé et l'éducation où le secteur privé ne s'aventure pas assez, mais aussi dans des segments qui nécessitent des moyens financiers colossaux. La finalité étant d'offrir des prestations « *world class* » sans évidemment dilapider les fonds publics.

Sans l'intervention de Temasek Holding, le bras d'investissement de son gouvernement, Singapour n'aurait pu permettre l'émergence des services aéroportuaires et portuaires d'un haut niveau. Idem pour d'autres services

comme les télécommunications, les lignes aériennes, les laboratoires de recherche. Dubayy aussi emprunte cette voie. Ceci n'est pas une apologie du dirigisme mais un bémol par rapport à ceux qui, comme l'avait souligné John Kenneth Galbraith, « *make their graduate days last a lifetime* » et qui sont incapables d'appliquer leur connaissance selon les conjonctures et les contextes.

Pourtant, lors d'une visite il y a plus d'une douzaine d'années chez nous, Lee Kuan Yew a bien insisté, auprès d'une audience impressionnable et avide de formule magique, sur le fait que Singapour n'ait aucun modèle à exporter. Manifestement, le message n'est pas passé si l'on se réfère à la secte qui s'est formée depuis peu autour de quelques technocrates messianiques. L'ouverture et la démocratisation économique sont des objectifs gratifiants. Encore faut-il se donner les moyens pour que l'élaboration du programme ne s'apparente pas à une expérimentation motivée par le mimétisme et la précipitation.

Quelques bonnes initiatives comme la *flat tax* et le *Empowerment Fund* et quelques louables intentions comme réduire la bureaucratie et le gaspillage ne constituent pas une stratégie. Pour recentrer les comptes publics, le gouvernement donne l'impression de jouer à Robin des bois pour la collecte des taxes avec une TVA inchangée comme point de départ, et il veut appliquer une nouvelle taxe immobilière aléatoire tout en assouplissant les droits à la propriété pour les étrangers. En somme, l'activisme simpliste du gouvernement ne glorifie pas ses slogans.

Sans faire preuve de la « *lateral thinking* » chère à Edward de Bono – c'est à dire la faculté de déconstruire un système pour détecter ses liens intrinsèques et ensuite de développer des solutions créatives pour connecter ces même liens dans un mouvement fluide avec le moins d'obstacles visibles et invisibles possible – nous ne faisons que délocaliser les goulots d'étranglement. Changer de schéma de développement exige aussi que nous nous débarrassions du « syndrome de Palma Road ». Vous devez sûrement avoir maudit ces fameux ralentisseurs.

La crise est systémique

Nous sommes dans une crise systémique et nous ne pouvons plus nous contenter de fonctionner dans l'urgence avec une approche parcellaire sans aller à la source de nos manquements. Face à un monde en mutation permanente où la précarité crée de plus en plus d'angoisse chez les citoyens, l'Etat doit non seulement être un réformateur permanent, mais doit aussi avoir suffisamment de charisme pour être coercitif quand il le faut et exprimer de

l'empathie pour accompagner la transition.

Alors que le chômage semble gagner du terrain, alors que nos méthodes pédagogiques ne sont pas assez pointues pour former un maximum de demandeurs d'emplois *smarts* et polyvalents et alors qu'il n'existe aucune forme d'allocation de chômage, le gouvernement se croit proactif lorsqu'il évoque de simplifier les contraintes des employeurs pour « *hire and fire* ». Le marché du travail mérite sans doute plus de flexibilité, mais le gouvernement aurait pu commencer par détendre les lois par rapport aux horaires de travail.

Un consensus aberrant s'est dégagé depuis plusieurs années entre la Banque de Maurice, les gouvernements successifs et quelques économistes médiatiques autour de la définition de « stabilité des prix » : avec le lissage statistique une dépréciation annuelle d'environ 5% ne constitue aucune menace de pression inflationniste officielle. Ouvrir davantage notre économie sans en contrepartie stabiliser la roupie exacerbera les distorsions déjà existantes. A moins que les pontifes de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International et leurs disciples nous concoctent un cocktail explosif !

Plus sérieusement, comment peut-on envisager davantage d'ouverture économique et de fusionner nos secteurs onshore et offshore pour devenir un centre financier international sans une convergence macroéconomique avec les pays « développés » ? Les monnaies de Dubayy et de Hong Kong sont indexées au dollar américain. Alors que la roupie mauricienne n'arrête pas de dégringoler face au dollar américain – elle a perdu plus de 90% de sa valeur en trente années – le dollar singapourien est devenu une monnaie forte – il a gagné entre-temps 40% avant de se stabiliser.

Il ne suffirait pas de construire des *shopping malls* (ce qui ravirait certes les promoteurs fonciers) pour que Maurice devienne une plateforme de shopping. En sus des visiteurs, les paradis du shopping puisent une bonne partie de leur clientèle localement. Or, avec un pouvoir d'achat rongé inlassablement par la dépréciation de la roupie, très peu de Mauriciens peuvent prétendre intégrer cette masse critique primordiale à la rentabilité des boutiques internationales comme Gap, Armani ou Kenzo.

Idem pour d'autres plateformes comme celles de la santé et de l'éducation. Dans le domaine des loisirs ou de la culture, où Maurice est un désert, Singapour attire des artistes tels le Cirque du soleil ou Shakira et abritera bientôt un musée Guggenheim conçu par l'architecte Zaha Hadid. Il n'y a que les « *caddiemétristes* », conditionnés par des statistiques

schizophrènes surtout lorsqu'elles sont calculées en roupies dévaluées, qui ne mesurent pas encore le degré d'appauvrissement de la population mauricienne.

Mis à part la minorité qui se gave d'achats ostentatoires, la grande majorité est empêtrée dans un piège de l'endettement qui ne laisse que des miettes comme revenu disponible. Dans ces conditions, vouloir revoir les modalités qui déjà ne compensent que modestement l'érosion du pouvoir d'achat, relève de l'indécence. Si au moins il s'agissait de lier la productivité avec le boni de fin d'année. Aussi longtemps que le gouvernement ne s'arme pas de l'audace requise pour mettre un terme à la politique délibérée de dépréciation de la roupie, nous poursuivrons nos activités sur la « route de la servitude ». Le signal doit être sans appel.

Nous avons un immense fossé à combler au niveau de notre productivité. Maurice dans sa globalité doit pouvoir offrir des biens et des services « *value for money* », qu'il s'agit du fret, du loyer ou de l'alimentation. Toute notre structure doit être allégée. Il faut réduire drastiquement le coût de la vie des résidents et le coût d'exploitation des entreprises. Notre compétitivité dépend de notre prédisposition à l'innovation. Le fait que de plus en plus de Mauriciens soient réfractaires aux mathématiques et à la langue anglaise, *lingua franca* de la transmission des idées dans le « village global », n'arrange pas les choses.

Il faut aussi surmonter les innombrables distorsions existantes. Souhaitons, entre autres, que la future loi sur la concurrence n'exempte pas le secteur bancaire : les marges entre l'achat et la vente de devises et le différentiel des taux d'intérêt sur le dépôt et l'emprunt, parmi les plus élevés au monde, permettent aux banques d'aspirer goulûment les ressources financières du marché. D'autant qu'avec sa politique monétaire incohérente, la Banque de Maurice empire la situation.

Le leadership éclairé de Lee Kuan Yew

Selon John Rose, le patron de Rolls-Royce, les Singapouriens « *spend all day thinking about how they can be smarter and attract more people as they have no natural resources other than their people* ». Effectivement, ils sont à la recherche de l'excellence dans tout ce qu'ils entreprennent – ce qui sous-entend qu'ils ne s'extasient pas lorsqu'ils surclassent les Burundais ou les Fidjiens, par exemple. Rien n'est laissé au hasard. Les dirigeants savent créer les conditions pour permettre à un maximum de personnes de s'investir pleinement et de ne pas sombrer dans l'indifférence et se limiter à une pensée à court terme, dans la recherche de leur intérêt immédiat.

Les Singapouriens ont le sentiment d'évoluer dans un environnement prévisible et sont

convaincus que la richesse nationale générée est équitablement distribuée. Cette année, Singapour prévoit une croissance économique de 7% et les employés anticipent une augmentation de salaire équivalente. En revanche, d'après certains de nos « experts », Maurice doit tabler sur une croissance d'environ deux points supérieurs au 5% escompté pour faire démarrer la machinerie et espérer absorber le chômage. Si 5% de croissance équivaut à zéro de croissance, cela démontre l'ampleur des distorsions dans notre économie.

Il n'est guère étonnant que, pour s'adapter à la crise asiatique de 1997, les Singapouriens étaient disposés, dans un élan de responsabilité collective, à sacrifier une partie de leurs salaires avec la conviction qu'aussitôt les nuages dissipés ils retrouveraient leur même niveau de salaire. Contrairement au cynisme réciproque entre les Mauriciens et nos élites en général, une relation de confiance s'est forgée entre le peuple singapourien et son gouvernement. Sans une synergie entre tous les partenaires, il est impossible de concevoir un pays performant.

La métamorphose de Singapour d'un pays du tiers monde en un pays de référence internationale dans plusieurs domaines porte le sceau du leadership iconoclaste de Lee Kuan Yew. Les théoriciens pourront déceler chez lui des concepts hybrides, du libéralisme politique (John Locke) à l'ordre morale et la discipline (Confucius) en passant par l'empirisme « trop d'impôt tue l'impôt » (Ibn Khaldun). Il réconcilie le postulat de Adam Smith par rapport au rôle visionnaire et anticipateur de l'entrepreneur à celui de Karl Marx qui a rendu au travail sa plus-value.

Lee Kuan Yew ne considère pas la démocratie d'abord comme un système politique, mais avant tout comme un système intellectuel qui façonne par étape les us et coutumes de la société, lui attribuant ainsi une dimension sociologique et psychologique. Pour la mise en oeuvre de son projet, il s'allie à ceux qu'il identifie comme des agents de changement tout en traquant les tentations corporatistes et ceux qui s'opposent à ses idées « par principe » (c'est-à-dire ceux qui conçoivent le monde à travers un prisme idéologique qui est souvent teinté d'eurocentrisme). Sans l'intelligence du contexte, ses détracteurs ne pourront jamais jauger la pertinence de sa méthode.

Pour sortir de notre « cocon », il nous faut un leadership volontariste puisant dans du savoir pluridisciplinaire, du flair et de la sagesse. Seule une révolution de l'ethos mauricien peut inspirer un changement de paradigme pour passer du « *bland leading bland* », qui colonise les esprits, au cercle vertueux. Au lieu de privilégier la superficialité et de contribuer au « *dumbing down* », commercialité oblige, les *mass media* ont aussi un rôle crucial à incarner dans cette quête.

Samad Ramoly est un entrepreneur et un observateur du monde des affaires.

Un Budget d'ouverture aux investisseurs et experts étrangers

Par Eric Noitakis (cont. de Pg 1)

- La délivrance de permis de résidence aux retraités non mauriciens et aux étrangers exerçant une profession libérale pouvant justifier de 40 000 USD de revenu annuel est un moyen subtil de capter, sans risque au profit du pays, des revenus garantis. A ces mesures ciblant les étrangers, il convient d'ajouter que la refonte du système de négociations salariales visant à mieux valoriser les gains de productivité, la baisse significative des impôts sur les bénéfices des entreprises et la poursuite de l'effort de démantèlement douanier sur les produits importés en vue de transformer Maurice en une île exempte de droits de douane s'inscrivent dans le droit fil des actions du gouvernement visant à faire de ce pays un site attrayant (*business friendly*) pour les investisseurs, qu'ils soient ressortissants du pays ou étrangers.

Enfin, la cerise sur le gâteau, le ministre l'a posée en autorisant les cabinets de juristes étrangers à exercer à Maurice. L'arrivée d'avocats d'affaires expatriés dans l'île, qu'ils exercent seuls ou en partenariat avec des confrères mauriciens sera également un signal fort de libéralisation de l'économie, adressé aux investisseurs étrangers qui souvent privilégient les cabinets juridiques avec lesquels ils ont l'habitude de traiter chez eux ou ailleurs dans le monde. Incidemment, une telle décision facilitera un des autres objectifs du gouvernement, qui est de transformer Maurice en « centre du savoir ».

Au-delà des signaux positifs

Ceci étant dit, pour audacieuses qu'elles soient, force est de reconnaître que les mesures en faveur des étrangers ne se traduisent pas encore dans les faits si l'on se réfère aux sorts qui ont été réservés aux directeurs étrangers des services pénitenciers et de *Airport of Mauritius Limited* et aux difficultés auxquelles a dû faire face jusqu'à présent le contrôleur des douanes. Mais on peut espérer que, la page du passé étant tournée, l'avenir sera plus radieux pour les expatriés voulant travailler à Maurice.

Aussi, le succès de la nouvelle loi de finances et des réformes annoncées au profit des étrangers dépendra non seulement de la volonté du gouvernement de les traduire dans les faits et de surmonter les obstacles qui ne manqueront pas de se présenter, mais également de sa capacité de mobiliser des financements étrangers concessionnels nécessaires pour réussir la restructuration de son économie et inverser le cycle infernal de l'accroissement du déficit budgétaire et de la dette publique. En effet, en ne s'attendant pas rapidement aux problèmes économiques du pays, les signaux positifs envoyés par le ministre des Finances aux investisseurs étrangers, après l'annonce d'une batterie de mesures audacieuses en leur faveur, pourraient être annihilés par la dégradation de l'environnement macroéconomique du pays.

Eric Noitakis est le conseiller économique et commercial de l'Ambassade de France à Maurice.

A Business-Friendly Budget

By Swadicq Nuthay (Cont..from Pg1)

Undoubtedly, these measures will encourage mobility of foreign labour in Mauritius. It is true that our emerging sectors, namely the information technology sector, requires more IT professionals than the local labour market can supply.

However, government should be wise to put in place relevant and effective screening processes to keep in check the long-term implications of these measures. Indeed, the possibility for foreigners to buy property in Mauritius will very likely result in real estate speculation and hence a hike in the prices of real estate in the medium to longer term.

Productivity should be the key factor of wage determination to keep our enterprises competitive

One cannot deny that the new budget has given a new boost to the confidence of those contemplating to set up businesses in Mauritius. Indeed, bureaucracy and red tape act as a disincentive to the mushrooming of new businesses. Thus the new budget scraps *ex ante* trade licenses and streamlines development and building permits into three clusters: commercial, industrial and services. Facilitating the setting up of new businesses in the services sector is particularly important in this respect, as the government has the hope of enhancing the contribution of this sector to GDP. Also, it will also be interesting to see how amendments will be brought to the existing functions of the Board of Investment so that it becomes a facilitator and promoter of investment.

To address the issue of unemployment, it was important to review the regulations that govern the labour market. To this end, the government has announced its intention to come forward with new legislations to reform the outdated labour laws and regulations as well as the wage determining mechanism. In this context, government has already announced that the Tripartite Mechanism will be replaced by a National Wage Council that will henceforth link compensation to productivity and capacity to pay. A wage policy based on inflation is no longer sustainable. Productivity should be the key factor of wage determination to keep our enterprises competitive.

The long awaited reforms should also address the rigidities characterizing the labour market. Our present labour laws do not provide the flexibility that will ensure the survival and expansion of the existing pillars and the emergence of new ones in the economy. For these reasons, the reforms should attempt to create a more business friendly environment that will benefit both the employers and employees.

Moreover, in an effort to eliminate the disparity that currently exists between the EPZ and non-EPZ sectors, government has announced

that the Industrial Expansion Act will be abrogated. The direct consequences of this decision is that EPZ companies will no longer be exempted from certain obligations under the Labour Act such as the provision of a retiring gratuity to their employees, which is currently half-month per year of service.

The negative impact of removing the tax incentives on contributions made to pension schemes

Another quite complex area where the government wants to bring changes is the pension sector. However, apart from increasing the retirement age from 60 to 65 and minor changes that would be brought to the Public Sector Pension, the government did not go far enough as is currently happening in many countries.

Australia is a good case in point where government has provided various types of incentives including a tax break for contributive old age pension. This is conducive for people to look after their own retirement and invest in approved pension funds which in turn alleviate the burden of government. In Australia, employees must contribute a minimum of 9% of their gross salaries to a pension scheme of their choice – contribution is made on a pre-tax basis. Indeed, compulsory superannuation has done wonders for savings which has ultimately boosted up investment in this country.

Mauritius could have borrowed the Australian experience in order to give a boost to our faltering savings rate. Many specialists fear that by removing the tax incentives on contributions made to pension schemes, people will give less importance to investing for their retirement.

It is also important to bear in mind that as per the new tax regime, the capital invested in a pension plan will be taxed twice. Though the Minister of Finance has recently made a good move to exempt lump sum payment up to a threshold of Rs 1 million from being subject to income tax, there is still an inconsistency in the government approach towards avoiding double taxation.

A simple example can be used to illustrate this point. Mr YZ decides to invest into a personal pension plan whereby he will invest every month Rs 5,000 for 30 years. The total capital invested therefore will be Rs 1.8 million. At the age of 65, let us assume that he will receive a lump sum payment of Rs 3 million and Rs 40,000 every month. Note that under the new tax regime the payments made into the pension scheme are on a post-tax basis. The Rs 1.8m invested has already been subject to income tax once on a monthly basis and at retirement Rs 800,000 of his lump sum (Rs 1.8m less Rs 1m) will again be subject to tax.

Government has also announced that it will review the composition of the Investment

Committee of the National Pension Fund. Recall that the NPF is made of contributions received from employees/employers of the private sector only, but is managed and administered by the government. It is felt that the management of the Fund could be made more transparent by disseminating information about the investment made on behalf of the Fund and the return it generates. Transparency could also be enhanced by having a team of professionals from the private sector overseeing the Fund.

Government is sending a strong signal that it does not want to slow down consumption

Against a backdrop of subdued economic growth, the primary objective of the fiscal reform is three-fold: (i) redress the poor state of public finance, (ii) stimulate private investment and (iii) enhance the tax buoyancy.

In the new budget, the government has made fundamental changes to personal income tax, corporate tax, registration duty, custom duties, excise taxation and finally the tax administration. With lower tax rates on an across the board basis, we are moving towards a low tax regime. John Snow, former US Treasury Secretary, recently said that the two main ingredients that explain the good health of the US economy are: (i) low tax base, (ii) economic openness. These two factors combined have indeed attracted FDI in the US and allow the expansion of the existing pillars.

By keeping the Value Added Tax at its current level while at the same reducing customs duties, government is sending a strong signal that it does not want to slow down consumption which is an important generator of growth. This is also ultimately expected to increase tax buoyancy (increase in tax revenue through increased consumption).

However, government could have accompanied this with measures to stimulate savings, as one should not forget that investment depends to a large extent on the savings rate. It could have been wise to encourage people save, for example in pension funds as outlined above.

Swadicq Nuthay is Economist at *Actuarial & Capital Management Services (ACMS)*.



Published by *PluriConseil Ltd*

Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 27, Mgr. Gonin Street, Port Louis, Mauritius

Tel: (230) 294 8800 / 213 6719

Fax: (230) 234 2761

Email: conjoncture@pluriconseil.com

Website: www.pluriconseil.com

Printed by Cathay Printing Ltd
Reprint of articles is allowed upon written authorization of the publisher.